

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP) *(Administratives et Techniques)*

Objet du Marché : **Conception et réalisation d'un terrain de pratiques sportives libres sur le campus Tertre**

N° de Procédure : **25060PAT**

Procédure adaptée, passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique

SOMMAIRE

Article I. Intervenants.....	5
Article 1.01 Maîtrise d'ouvrage.....	5
Article 1.02 Titulaire	5
Article 1.03 Sous-traitance	5
Article II. Caractéristiques générales du marché	5
Article 2.01 Objet du marché.....	5
(1) Lieu d'exécution :	6
(2) Nature du besoin :	6
Article 2.02 Contexte de l'opération	6
(1) Nantes Université, actrice du monde sportif sur son territoire.....	6
(2) Le Campus du Tertre, un design actif à proposer pour améliorer cette centralité estudiantine.....	7
Article 2.03 Objectif du projet	8
Article 2.04 Décomposition en lots	8
(1) Allotissement	8
(2) Variantes à l'initiative du soumissionnaire (variante libre)	8
Article 2.05 Description des attendus.....	8
(1) Le projet	8
(2) Point de vigilance.....	10
(3) L'offre technique et financière	10
(4) Mission Conception.....	10
(5) Mission Réalisation (travaux) - Descriptif technique	11
Article 2.06 Confidentialité et protection des données personnelles	12
(1) Confidentialité	12
(2) Obligations en matière de protection des données personnelles	13
Article III. Pièces du marché.....	14
Article 3.01 Pièces contractuelles particulières	14
Article 3.02 Pièce annexe et accessoire	15
Article IV. Durée et délais	15
Article 4.01 Durée du marché.....	15
Article 4.02 Délais	15
(1) Conception :	15
(2) Réalisation.....	15
Article V. Prix des prestations	15
Article 5.01 Contenu du prix.....	15
Article 5.02 Mois d'établissement des prix	16
Article 5.03 Forme des prix.....	16
Article VI. Règlement des comptes	16

Cahier des clauses particulières : Sports libres - Tertre
Procédure n°25060PAT

Article 6.01	Modalités de paiement	16
(1)	Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :	16
(2)	Comptable assignataire des paiements :	17
(3)	Formalisme de la demande de paiement	17
(4)	Paie ment des cotraitants	17
(5)	Paie ment des sous-traitants.....	18
Article 6.02	Acomptes.....	18
Article 6.03	Demande de paie ment final	18
Article VII.	Clause de financement et sùreté.....	18
Article 7.01	Retenue de garantie.....	18
Article 7.02	Avance	18
Article 7.03	Cession et nantissement de créance.....	19
Article VIII.	Réalisation des prestations.....	19
Article 8.01	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	19
Article 8.02	Provenance des matériaux et produits	19
Article 8.03	Gestion des déchets	19
Article 8.04	Modalités d'exécution des prestations	20
(1)	Ordre de service	20
(2)	Forme des notifications ou informations.....	20
(3)	Langues	20
Article IX.	Obligations administratives du titulaire	20
Article 9.01	Assurances.....	20
Article 9.02	Obligation du titulaire d'informer de tout changement de situation	20
Article X.	Pénalités - Primes	21
Article 10.01	Pénalités.....	21
Article 10.02	Prime d'avance.....	21
Article XI.	Utilisation des résultats – partie conception.....	22
Article 11.01	Définition.....	22
Article 11.02	Régime des connaissances antérieures standards ou non.....	22
Article 11.03	Régime des résultats.....	22
Article 11.01	Garanties des droits	23
Article XII.	Réception.....	23
Article XIII.	Résiliation	23
(1)	Faute d'un membre du groupement.....	23
(2)	Exécution des travaux aux frais et risques	23
Article XIV.	Différends et litiges.....	24
Article 14.01	Organe chargé des procédures de médiation	24
Article 14.02	Introduction du recours (notamment)	24

Cahier des clauses particulières : Sports libres - Tertre
Procédure n°25060PAT

Article 14.03	Instance chargée des procédures de recours	24
Article XV. Dérogations au CCAG-TRAVAUX		24

Article I. Intervenants

Article 1.01 Maîtrise d'ouvrage

Personne publique contractante :

Nantes Université - Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

<u>Pouvoir adjudicateur :</u> Nantes Université Représentée en sa qualité de maître d'ouvrage par Madame la Présidente de Nantes Université, autorité compétente pour signer le marché. 1 quai de Tourville - BP 13522 44 035 Nantes Cedex 1 marchesimmo@univ-nantes.fr	<u>Chargé d'opération :</u> Nantes Université Direction du Patrimoine Immobilier et de la Logistique (DPIL) Service Construction 1 quai de Tourville - BP 13522 44 035 Nantes Cedex 1 Contact : Loïc CHERY loic.chery@univ-nantes.fr
---	---

Article 1.02 Titulaire

Il appartient au titulaire de mettre en place tous les moyens adéquats pour la parfaite exécution de sa mission.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-Travaux, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage.

En cas de changement de personne physique, les délais d'exécution du marché ne sont pas modifiés.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement a qualité pour s'adresser au maître d'ouvrage et à ses représentants. Le mandataire étant notamment chargé de la représentation des différents membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ainsi que de la coordination des prestations des membres du groupement, tout acte adressé par un autre cotraitant directement au maître d'ouvrage ou à ses représentants peut être considéré par celui-ci comme nul et non avenu.

Article 1.03 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique concernant la sous-traitance, le titulaire du présent marché ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché qui ne lui incombent pas de manière impérative (tâches essentielles) que sous réserve de l'acceptation expresse et préalable du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Article II. Caractéristiques générales du marché

Article 2.01 Objet du marché

Le marché objet du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est un marché public de conception-réalisation concernant :

Conception et réalisation d'un terrain de pratiques sportives libres sur le campus du Tertre

(1) Lieu d'exécution :

Chemin de la Censive du Tertre
44300 Nantes

(2) Nature du besoin :

Le marché a pour objet de concevoir et d'aménager des espaces de pratiques sportives libres en lieu et place des actuels terrains de tennis situés sur le campus du Tertre de Nantes Université avec un design actif. Les aménagements doivent être adaptés aux besoins des étudiants et mais seront ouverts à d'autres usagers.

Article 2.02 Contexte de l'opération

(1) Nantes Université, actrice du monde sportif sur son territoire

Les **Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024** ont été l'occasion pour **Nantes Université de réaffirmer sa place comme actrice majeure du sport**, contribuant à l'**effort national autour du sport comme grande cause 2024** à la fois **pour sa communauté et ses territoires**.

Nantes Université est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche accueillant **43 000 étudiants dont 5 000 internationaux, 4 500 personnels, 1 500 doctorants, 42 unités de recherche**. Nantes Université propose un **modèle d'université inédit en France** unissant une université (4 pôles, 1 Inspé), un hôpital universitaire (CHU de Nantes), un institut de recherche technologique (IRT Jules Verne), un organisme national de recherche (Inserm) et des grandes écoles (Centrale Nantes, École des Beaux-Arts Nantes Saint-Nazaire, École d'Architecture de Nantes) dénommés « établissements membres ».

Ces acteurs concentrent leurs forces pour **développer les axes d'excellence de la recherche nantaise**, notamment pour penser et construire la santé et l'industrie du futur. Ils offrent de nouvelles **opportunités de formation aux étudiants et aux étudiantes** en décloisonnant les modes de pensée, les cultures et les pratiques.

Nantes Université est un **établissement durable, engagé et acteur de l'évolution de la société**. Elle porte une politique globale et originale en faveur de la **science ouverte, l'éducation ouverte et l'innovation ouverte**, et des valeurs fortes, constitutives de son identité : elle repose sur un **fonctionnement démocratique renouvelé**, elle est **écoresponsable, inclusive**, exemplaire dans l'application de l'**égalité femmes-hommes**, elle garantit la **liberté académique** et veille à la **qualité des conditions d'études et de travail** offertes à ses étudiantes, étudiants et personnels, pour favoriser leur épanouissement sur tous ses campus de Nantes, Saint-Nazaire et La Roche-sur-Yon.

Engagée sur son territoire, en Europe et à l'international, Nantes Université évolue en synergie avec les acteurs publics, privés, socio-économiques et culturels. Membre de l'Université européenne du bien-être **EUniWell**, elle contribue à la construction de l'Europe et à la réalisation des **objectifs de développement durable de l'ONU**. Dans l'**élan de l'héritage des Jeux**, l'établissement conforte sa politique sportive dans un cadre de **santé globale** des personnes et du territoire, en adéquation avec ces **objectifs de développement durable**¹.

La politique sportive de Nantes Université prend en compte le bien-être physique et mental des personnes (étudiantes et étudiants, personnels), le lien social et l'inclusion, les freins économiques à lever pour favoriser l'égalisation des chances, tout autant que les questions de durabilité : mobilités douces sur et entre les campus, rénovation énergétique des infrastructures sportives, activités de plein air en lien avec la qualité des milieux, etc.

¹ Au niveau national, un réseau d'influence se dessine pour l'après-Jeux, pour continuer à porter le sujet de politiques sportives nécessaires afin de répondre à des enjeux de santé globale (séminaire de travail piloté par le Comité national et sportif olympique français, CNOSF, associant les Ministères, organismes sportifs, associations, France Université, etc.).

En ligne avec la [feuille de route partenariale ministérielle](#)² pour le développement de la pratique sportive étudiante, la **politique sportive de Nantes Université**, est adossée aux missions de **formation, de recherche, d'innovation et de vie de campus**, notamment à travers le premier [Schéma directeur vie étudiante et de campus](#) (SDVEC) de Nantes Université. Elle porte notamment l'ambition de développer les **pratiques sportives libres ou semi-guidées adaptées au temps et rythmes étudiants** (souplesse d'accès, **ouverture aux quartiers de la ville en proximité géographique**). Nantes Université souhaite participer à la **transformation des espaces sur ses campus**, via un travail mené sur les **installations sportives universitaires, ouvertes sur leur territoire**, et qui apportent de la **valeur**.

Plusieurs sites ont ainsi été identifiés pour proposer de nouveaux espaces de pratique en accès libre dont le Campus du Tertre.

(2) Le Campus du Tertre, un design actif à proposer pour améliorer cette centralité estudiantine

Le campus du Tertre se déploie autour du chemin de la Censive du Tertre avec une centralité à son croisement avec le mail André Breton qui permet sa connexion directe avec l'arrêt Facultés du T2.

Dans le prolongement de sa politique en faveur de la santé globale et de la pratique sportive libre, Nantes Université souhaite interroger des créatifs et techniques pour l'élaboration d'un projet de conception-réalisation visant à transformer et revitaliser par le design actif les deux terrains de tennis situés à proximité du château du Tertre en un espace innovant, inclusif et attractif.

Ce projet s'inscrit dans la continuité :

- de la dynamique impulsée par les JOP Paris 2024,
- des expérimentations de design actif menées sur le campus de l'Île de Nantes,
- de l'ambition de faire du Campus du Tertre un pôle de vie étudiante, ouvert et attractif.



² Signée en avril 2023 par les Ministères des Sports et de l'ESRI, France Université, la Conférence des grandes écoles (CGE) et des écoles d'ingénieurs (CDEFI), elle s'appuie sur le rapport BRACONNIER pour France Université intitulé « Le sport : une ambition pour l'université », le rapport de l'Inspection générale de l'enseignement supérieur et de la recherche (IGESR) sur la pratique sportive étudiante, ou les études de l'Observatoire national des activités physiques et sportives (ONAPS) et de l'Association nationale des étudiants de STAPS (ANE STAPS).

Article 2.03 **Objectif du projet**

Nantes Université souhaite retenir un projet qui :

- Participera à la réduction de la sédentarité des étudiants : **inciter** à l'activité physique ou sportive de manière libre et spontanée, en autonomie sans contrainte d'horaire ou d'adhésion. La solution devra ainsi permettre une appropriation par les étudiants : créer un lieu de rencontre, d'échange, de défoulement, de détente. Les étudiants seront concertés dans le choix du projet afin d'assurer une cohérence avec leurs besoins.
- Proposera des espaces accessibles et inclusives pour toutes et tous : définir des équipements non genrés, accessibles à tous niveaux de pratique, et ouverts aux personnes en situation de handicap. Cet espace devra permettre des pratiques inclusives et contribuer à la lutte contre les discriminations (offre APAS besoins spécifiques et situations de handicap, installations non genrées au croisement des politiques de la ville : ville non sexiste à horizon 2023).
- Valorisera le site aujourd'hui sous utilisé : donner une nouvelle vie à un espace sportif peu exploité. La proposition s'appuiera sur un design travaillé visant à améliorer l'attractivité du lieu. Nantes Université recherche ainsi un design ludique, artistique, inspirant, qui le rend désirable. A noter la présence d'un mur d'expression libre à appréhender dans la définition de la solution proposée.
- Prêtera attention à son insertion urbaine : en lien avec le patrimoine existant à proximité, château, espaces verts, les parcours de santé le long de l'Erdre, la proposition devra encourager les étudiants ou autres usagers à se déplacer vers le site et à développer une expérience de la ville par l'activité sportive. A ce titre, il est possible de proposer d'utiliser cette zone comme point de départ à des pratiques sportives/circuit sur l'ensemble du campus (running, vélo, etc.).

Article 2.04 **Décomposition en lots**

(1) Allotissement

S'agissant d'un marché en conception-réalisation, cette prestation globale ne peut être allotie.

(2) Variantes à l'initiative du soumissionnaire (variante libre)

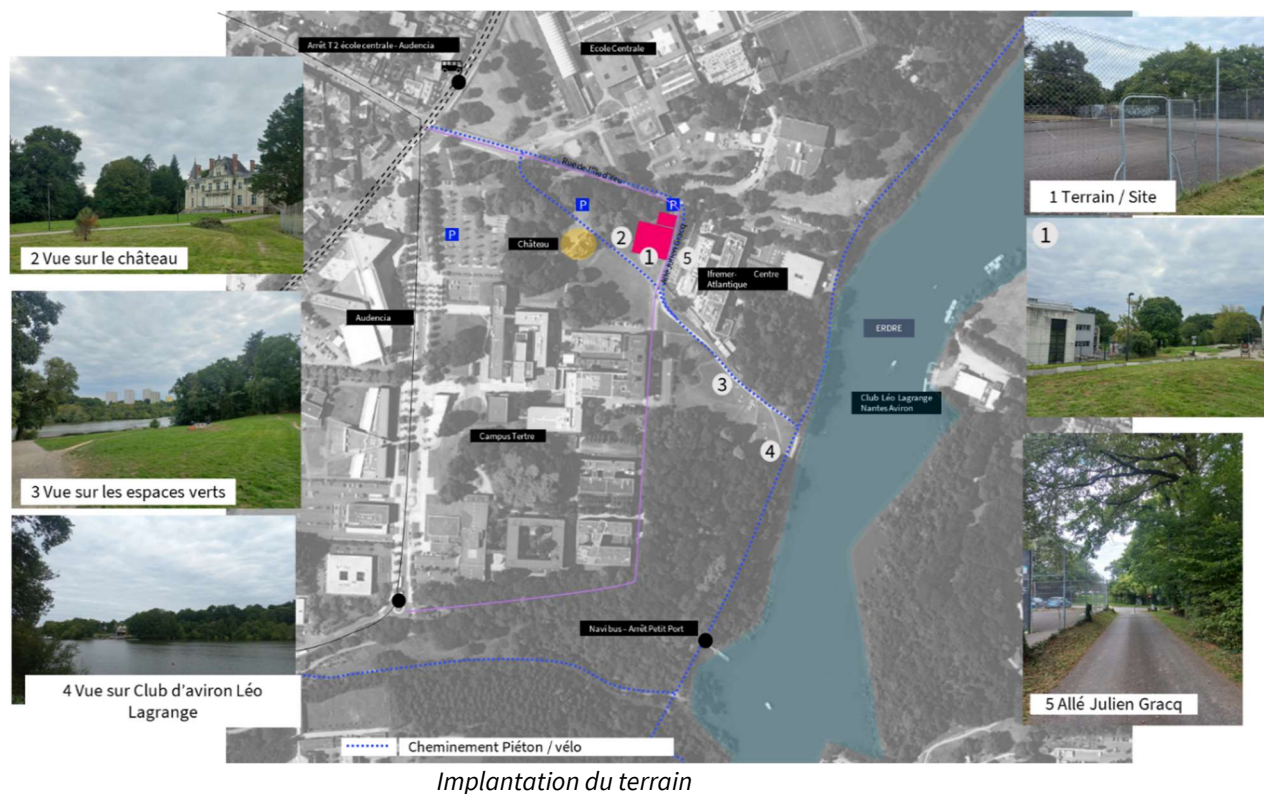
Les candidats doivent présenter une offre de base entièrement conforme au dossier de consultation, et ont la possibilité de présenter des variantes par rapport aux spécificités techniques proposant d'autres pratiques sportives à l'exception d'un terrain de tennis.

Article 2.05 **Description des attendus**

(1) Le projet

Le plan ci-dessous précise la zone à étudier dans le cadre du présent projet.

Cahier des clauses particulières : Sports libres - Tertre
Procédure n°25060PAT



Le projet devra proposer :

- **Un design actif** pour aménager les espaces de pratiques sportives,
- Des aménagements adaptés aux rythmes des étudiants et des autres usagers,

Le projet devra également faciliter l'appropriation de l'espace urbain participant à la Fabrique de la ville.

A ce stade, plusieurs solutions ont été étudiées. Il est aujourd'hui privilégié la conservation d'un terrain de tennis et la transformation de l'un des terrains en format city stade qui permettrait de développer plusieurs pratiques (basket 3x3, Volley, Badminton, Football, etc.). Ainsi, plusieurs populations peuvent les utiliser en même temps. Le schéma ci-dessous est une intention qui peut néanmoins être retravaillé par la proposition technique des candidats :



Surface : 1 296m²

(2) Point de vigilance

Le titulaire du marché devra être vigilant quant aux aspects suivants :

- respect des espaces boisés classés qui bordent le périmètre d'étude
- respect des normes de sécurité des équipements mis à disposition dans l'espace publics,
- pérennité de la solution proposée et décrira les modalités et les coûts d'entretien de celle-ci

(3) L'offre technique et financière

Les propositions, qu'elles soient de base ou liées à la variante libre devront intégrer :

- L'ensemble des travaux nécessaires à la mise en place des équipements (traitement des sols, signalétique, etc.). Le spectre d'intervention porte sur des revêtements de sol, des panneaux de signalisation, du mobilier ou équipements dans une approche low-tech et frugale.
- La conception du projet. Si des études techniques sont à réaliser, elles seront à la charge du titulaire.

(4) Mission Conception

Etudes d'avant-projet (AVP)

Les études d'avant-projet définitif sont fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue de la consultation. Elles ont pour objet :

- ✓ L'optimisation et définition des choix de partis généraux des aménagements, techniques et économiques
- ✓ Proposition d'adaptations éventuelles
- ✓ Préciser les niveaux de qualité intrinsèque
- ✓ Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité tant lors de l'édification de l'ouvrage projeté,
- ✓ Préciser le calendrier des études et les modalités d'organisation du chantier.

Aussi, le dossier à remettre devra comprendre a minima :

- ✓ plan à l'échelle de 1/50.
- ✓ Plans des détails significatifs au 1/20.
- ✓ Notice descriptive des parti pris sur l'aménagement de l'espace
- ✓ descriptif des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques
- ✓ Carnet de mobiliers et équipements proposés
- ✓ Un calendrier de réalisation
- ✓ Plan d'installation de chantier

Direction d'exécution des travaux (DET)

La prestation débute à l'émission de la validation de la phase d'étude par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cadre de cet élément de mission, le Maître d'Œuvre doit :

- ✓ s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- ✓ s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art,

- ✓ s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions présent contrat,
- ✓ émettre un avis sur toute demande d'acceptation de sous-traitant, concrétisées par un acte spécial.
- ✓ s'assurer de la parfaite implantation des ouvrages tant en altimétrie qu'en plan, et ce tout au long des travaux.
- ✓ organiser et diriger les réunions de chantier,
- ✓ informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- ✓ vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général,
- ✓ s'assurer, dès qu'ils seront en sa possession, que les P.G.C. (Plan Général de Coordination) et les P.P.S.P.S. (Plan Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé) des entreprises ont bien été transmis au maître d'ouvrage
- ✓ donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Cette phase débute QUARANTE-CINQ (45) jours calendaires avant la date prévisionnelle de fin de chantier.

Durant cette phase, le Maître d'Œuvre procédera à l'élaboration d'un planning des travaux de finition pour la période d'achèvement des travaux comprenant :

- ✓ les délais d'exécution des travaux à réaliser, par corps d'état, durant cette période afin de respecter la date de réception prévisionnelle
- ✓ les dates prévisionnelles des essais à réaliser
- ✓ les dates prévisionnelles des O.P.R. (Opérations Préalables à la Réception).

Ce planning devra être établi, au plus tard, SEPT (7) jours calendaires après le début de la phase d'achèvement des travaux.

Le Maître d'Œuvre fait approuver par les entreprises le planning ci-dessus. Après accord des parties, ce planning sera notifié par le Maître d'Ouvrage aux divers intervenants pour venir se substituer au calendrier prévisionnel joint au marché.

A défaut, la pénalité prévue à l'article 10.01 du CCP du présent marché pourra être appliquée.

Afin d'en faciliter l'exploitation, la diffusion et la reproduction ultérieure, les calendriers seront remis au format maximal A3

Le Maître d'Œuvre veillera au respect de la planification des essais à réaliser préalablement à la réception

(5) Mission Réalisation (travaux) - Descriptif technique

SECURITE :

Une attention particulière sera portée sur la sécurité du ou des éléments implantés et devront répondre à des contraintes de bonne stabilité, bonne tenue mécanique, mais aussi à l'absence de risque pour les usagers pendant l'expérimentation.

En cas d'usage de mobilier, la hauteur de chute maximale (d'assise) à respecter sera de 80 cm.

D'autres contraintes de sécurité spécifiques à l'espace public seront à respecter, en fonction des installations, notamment pour l'intégration de mobilier :

- ✓ La charge de vent correspond à la zone 3 avec une catégorie de terrain considérée de 0 (suivant l'Eurocode 1) : vent moyen à 102 km/h avec des pointes à 145 km/h.
- ✓ La charge accidentelle due à la présence de 2 personnes de 100 kg montant sur la structure.
- ✓ La charge maximale du mobilier ne doit pas dépasser 370 kg/m²
- ✓ Charge de neige normale au sol de 450 N/m² (suivant l'Eurocode 1).

CONNEXION :

Les connexions au réseau électrique ou en eau ne sont pas privilégiées. Un plan des réseaux existants est fourni en annexe

SUPPORT D'EXPRESSION :

La préparation du support (nettoyage, réduction d'aspérités ou comblement de trous) est à la charge du titulaire du marché.

REVETEMENTS AU SOL :

- ✓ Peinture en phase aqueuse avec SRT >0,45
- ✓ La préparation du support (nettoyage, réduction d'aspérités) sera à la charge du titulaire du marché.

EQUIPEMENTS DE SPORT :

Il pourra être proposé des solutions de mise à disposition d'équipements de sport (ballons, raquettes, etc.) dont la gestion pourrait être assurée par la Bibliothèque Universitaire à proximité

Article 2.06 Confidentialité et protection des données personnelles

(1) Confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage (ci-après « Information Confidentielle »).

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les Informations Confidentielles à des fins autres que l'exécution du marché et à ne pas les divulguer à un tiers sans l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage. Il s'engage à ne divulguer de telles Informations Confidentielles qu'à ceux de ses employés ayant besoin d'en connaître et dans la limite des seules Informations Confidentielles pertinentes et nécessaires pour l'exécution du marché. Le titulaire s'oblige à faire respecter cette obligation par ses employés quels qu'ils soient, permanents ou occasionnels.

La communication des Informations Confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le titulaire

s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces Informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

L'obligation de confidentialité stipulée ci-dessus ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles le titulaire peut fournir une preuve écrite qu'elles :

- étaient déjà dans le domaine public avant leur divulgation ou sont tombées concomitamment dans le domaine public sans violation d'une quelconque obligation de confidentialité ; ou
- proviennent d'un tiers de bonne foi qui a le droit de les divulguer et qui ne les auraient pas lui-même reçues sous le sceau du secret ; ou
- ont été publiées sans que de telles publications constituent une violation du présent marché ; ou
- doivent être divulguées en vertu d'une loi, d'une réglementation, ou sur injonction valable d'un tribunal ou d'une autorité étatique ou équivalente (administration fiscale, etc.), mais seulement dans les limites de ce qui est requis et sous réserve que la Partie concernée en informe l'autre Partie par écrit, préalablement lorsque cela est possible ou dans le cas contraire dans les plus brefs délais, et se coordonne avec l'autre Partie afin de limiter l'étendue de cette divulgation.

En cas de non-respect par le titulaire de l'obligation de confidentialité stipulée au présent article, le marché pourra être dénoncé par le maître d'ouvrage, avec effet immédiat, sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels pourrait prétendre le maître d'ouvrage dont les Informations Confidentielles auraient ainsi été divulguées.

Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre du présent marché, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

Cet engagement de confidentialité est valable pendant toute la durée du présent marché et cinq (5) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause.

(2) Obligations en matière de protection des données personnelles

Pour les besoins de l'exécution du marché, chaque partie est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés de l'autre partie et/ou des employés des éventuels sous-traitants et autres partenaires de l'autre partie (ensemble ci-après les « Préposés et Partenaires d'une partie »).

Chaque partie traite, en qualité de responsable de traitement, au sens du RGPD, les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie.

Chaque partie s'engage à traiter les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée, au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), à la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 dit « vie privée et communications électroniques » telle que modifiée, ainsi que tout autre texte national ou européen qui viendrait à amender ou compléter les dispositions en vigueur à la date du présent marché et qui seraient applicables à l'une ou l'autre des parties (ensemble ci-après la « Réglementation sur les données personnelles »).

Si les données personnelles des Préposés et Partenaires d'une partie sont initialement collectées par cette partie, il lui appartient de les informer le cas échéant du transfert de leurs données à caractère personnel à l'autre partie. Chaque partie garantit que la collecte initiale et le traitement des données à caractère personnel des Préposés et Partenaires qu'elle fournit à l'autre partie ont été faits conformément à la Réglementation sur les données personnelles.

Chaque partie est autorisée à faire appel à un ou des sous-traitants pour mener tout ou partie des activités de traitement de données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie. Il appartient à

chaque partie, en sa qualité de responsable de traitement, de s'assurer que le ou les sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de sécurité et de confidentialité des données à caractère personnel, de manière que le traitement réponde aux exigences de la Règlementation sur les données personnelles. Si le ou les sous-traitants d'une partie ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel, cette partie demeure pleinement responsable de l'exécution par le ou les sous-traitants de leurs obligations.

Chaque partie fournira aux personnes concernées par les traitements de données à caractère personnel, les coordonnées de la personne chargée de traiter les demandes de droit d'accès, de rectification et/ou d'effacement de données à caractère personnel.

Article III. Pièces du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

Article 3.01 Pièces contractuelles particulières

- l'acte d'engagement daté et signé et ses annexes :
 - o La mise au point, le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- Le calendrier détaillé d'exécution qui sera mis au point au cours de la période de préparation.
- Les plans.
- Les déclarations de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels actes modificatifs.
- Les pièces contractuelles générales constituées de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires dans leur édition en vigueur au premier jour du mois zéro (M0) du présent marché tel que défini dans le présent CCP, et notamment :
 - o **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux)** issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant CCAG-travaux
 - o Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux prestations objet du marché.
 - o Les Cahiers des Charges et DTU établis par le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).
 - o Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et CSTB, édités et en vigueur au premier jour du mois zéro (M0) du présent marché.
- L'engagement unilatéral du titulaire à l'égard du maître de l'ouvrage que le titulaire se doit de respecter :
 - o Le mémoire technique et/ou la note méthodologique du titulaire.
 - o Éventuellement, les compléments au mémoire technique et/ou à la note méthodologique apportés au cours des négociations.
 - o Les réponses aux questions du maître d'ouvrage lors de l'analyse de l'offre du titulaire.
 - o Le cas échéant les PV de négociations.

Ces documents joints par le titulaire à l'appui de la dernière version de son offre constituent un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage peut exiger le strict respect à peine de réfaction. Pour autant, si cet engagement est opposable au titulaire, il ne lie en rien le pouvoir adjudicateur du fait même de son caractère unilatéral.

Article 3.02 **Pièce annexe et accessoire**

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) constitue une pièce annexe et accessoire. Dès lors, les erreurs de quantités, les divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la DPGF susvisée, ne sauraient en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

Article IV. Durée et délais

Article 4.01 **Durée du marché**

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa date de notification et s'achève à l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44 du CCAG Travaux ou au terme du nouveau délai de GPA en cas de prolongation de celle-ci.

A titre indicatif :

- La date prévue pour le démarrage du présent marché est fixée au mois de décembre 2025 pour une durée prévisionnelle de 4 mois et une date de livraison à la fin du mois d'avril 2026.

Article 4.02 **Délais**

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-travaux, il sera établi 1 seul ordre de service de démarrage des prestations.

Le délai global d'exécution englobe la période de conception, la période de préparation de chantier et la période de travaux est **de 4 mois**.

Il court à compter de la date fixée dans l'ordre de service pour le démarrage des prestations adressé au titulaire du marché.

Le délai d'exécution propre à chaque élément technique du présent marché sont les suivants :

(1) Conception :

- AVP 1 mois
- DET 2,5 mois
- AOR 45 jours

(2) Réalisation

- Travaux y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux) :..... 2,5 mois

Article V. Prix des prestations

L'unité monétaire utilisée pour les montants du marché est l'euro (€).

Article 5.01 **Contenu du prix**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, sur la base du montant indiqué à l'acte d'engagement par le titulaire. L'acte d'engagement précise le cas échéant la répartition du forfait entre les cotraitants.

Conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Toutefois les prix du marché sont indiqués hors TVA.

Le titulaire et chacun des sous-traitants ou cotraitants, sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix couvrent l'intégralité des prestations, y compris les éventuelles sujétions techniques précisées dans les documents techniques. Ils tiennent compte de toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 3 du présent CCP. En conséquence, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour les travaux supplémentaires éventuels qu'il aurait l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires citées ci-avant, ou pour la mise en œuvre de toutes les actions et de tous les moyens nécessaires pour respecter les dispositions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Article 5.02 **Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro », mois de remise des offres (Mo) indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Article 5.03 **Forme des prix**

Les prix sont fermes et actualisables

Conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique, les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de fixation des prix dans l'offre et le début de l'exécution des travaux.

Le cas échéant, les index suivants seront utilisés :

N° du lot	Désignation du lot	Indice
1	Conception	ING
2	Réalisation (Travaux)	BT01

Si la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations est postérieure de plus de trois (3) mois à la date d'établissement des prix figurant dans le marché, il sera procédé à l'actualisation du prix par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [\text{Index (n-3)} / \text{Index o}]$$

Dans laquelle P est le prix actualisé (HT), Po est le prix initial (HT), Index (n-3) et Index o étant les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois de commencement des travaux moins trois mois et au mois d'établissement du prix du marché.

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

Article VI. Règlement des comptes

Article 6.01 **Modalités de paiement**

(1) Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :

Conformément à la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises ont l'obligation d'adresser leurs factures sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

(2) Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université

Monsieur l'agent comptable

1, quai de Tourville – BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

pole.marches-ac@univ-nantes.fr

(3) Formalisme de la demande de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde, conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Pour toute demande de paiement, le titulaire adressera une facture, comprenant notamment les mentions obligatoires suivantes :

- L'identité et l'adresse du débiteur (Nantes Université - 1, quai de Tourville - BP 13522 - 44035 NANTES).
- Numéro de marché, du bon de commande et intitulé.
- Nom et raison sociale de l'entreprise, date d'émission de la facture ainsi que son numéro. Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.
- Nature et détail des prestations exécutées.
- Montant hors TVA, taux et montant de la TVA.
- Montant TTC.
- Date de la facturation.

(4) Paiement des cotraitants

Tout envoi de facture devra répondre au formalisme imposé dans le présent CCP.

➤ Groupement conjoint :

En cas de groupement conjoint, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

➤ Groupement solidaire :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf stipulation contraire expresse du titulaire ; dans cette hypothèse, le titulaire indique la répartition des paiements entre les membres du groupement et les modalités de cette répartition (comptes, RIB etc.).

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

(5) Paiement des sous-traitants

Le régime des avances prévu aux articles L.2192-2 et R.2193-3 à R.2193-19 du Code de la commande publique s'applique à tout contrat de sous-traitance, conformément à l'article R.2193-17 du même Code.

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Dès lors, les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial. A ce titre, le formalisme de la demande de paiement mentionnée au (3) du présent article doit être rigoureusement respecté, et un RIB original devra être produit. En outre, une attestation de paiement direct devra être émise par le titulaire du marché, ou, en cas de groupement, le cotraitant ayant eu recours à la sous-traitance.

Article 6.02 Acomptes

Tout versement d'acompte est effectué dans le cadre de la réglementation en vigueur conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Article 6.03 Demande de paiement final

A l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi selon les stipulations des articles 12.1 à 12.3 du CCAG-Travaux et ce pour la partie travaux du marché.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire. Il établit les sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Par dérogation de l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne pourra en aucun cas devenir le décompte général définitif passé le délai des 10 jours mentionné au CCAG-Travaux.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans un délais de 30 jours à compter du dépôt sur CHORUS, et par dérogation de l'article 12.4.5 du CCAG-Travaux, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage sera réputé être accepté par le titulaire et deviendra décompte général définitif.

Article VII. Clause de financement et sûreté

Article 7.01 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3,00% du montant initial de la partie travaux du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée dans les conditions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Article 7.02 Avance

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

L'option retenue est l'option B de l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

Cette avance est fixée à 10% du montant du marché toutes taxes comprises, pour les PME ainsi que pour les entreprises qui ne sont pas des PME, et ne peut être affectée en son montant par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance débute dès que le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteindra le taux de 80,00%.

Article 7.03 Cession et nantissement de créance

Application des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique est faite.

Article VIII. Réalisation des prestations

Article 8.01 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation de 15 jours.

Au cours de cette période, les entrepreneurs procèdent aux opérations visées à l'article 28 du CCAG-Travaux, et notamment :

- A l'établissement du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier visées à l'article 31 du CCAG-Travaux et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG-Travaux, puis à la présentation dudit programme au visa du maître d'œuvre.
- Dès lors que le visa du maître d'œuvre est apposé, les installations de chantier peuvent être installées.
- A l'établissement des documents d'exécution prescrits à l'article 29 du CCAG-Travaux. Ainsi, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre.

La durée de cette période peut être prolongée par ordre de service sauf si le retard est imputable au titulaire. L'ordre de service prolonge la durée d'exécution de chaque marché de la même durée sans qu'il soit besoin d'un avenant.

En cas de retard dans les opérations susmentionnées, le titulaire s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités – Primes » du présent CCP.

Article 8.02 Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Aucun matériau ne sera fourni par le maître d'ouvrage.

Article 8.03 Gestion des déchets

Le contrôle et suivi des déchets de chantier se fait dans les conditions de l'article 36.2 du CCAG-Travaux.

En cas de non-respect des obligations de tri et d'enlèvement des déchets par le titulaire, il s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités – Primes » du présent CCP. En outre, si ces obligations ne sont pas respectées, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L541-3 du code de l'environnement et de l'article 37 du CCAG-Travaux, après mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire.

Article 8.04 Modalités d'exécution des prestations

(1) Ordre de service

La maîtrise d'œuvre émet tout ordre de service (OS). Le titulaire en accuse réception datée.

(2) Forme des notifications ou informations

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés via la messagerie électronique contre accusé de réception ou via la messagerie sécurisée du profil acheteur ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse postale et à l'adresse électronique du titulaire mentionnées dans les documents particuliers du marché.

Les communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur auxquelles il entend donner date certaines sont, soit adressées par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, soit remises contre récépissé au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-travaux, la notification du marché par le pouvoir adjudicateur au titulaire comprend uniquement l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles.

(3) Langues

Les correspondances relatives au marché et l'ensemble des documents écrits et/ou fournis dans le cadre du marché sont rédigés en français.

Article IX. Obligations administratives du titulaire

Article 9.01 Assurances

Les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux s'appliquent.

***NB :** Le titulaire du présent marché précisera à ses assureurs le contenu du présent article et les informera exhaustivement quant à l'objet et aux caractéristiques techniques du présent marché, autant qu'il le jugera nécessaire. Par conséquent, le titulaire est seul responsable de la communication avec ses assureurs concernant la présente opération, de sorte qu'aucune réclamation relative à un défaut d'information ne saurait être imputable au maître d'ouvrage, à ses représentants et à ses assistants concernant le présent article.*

Article 9.02 Obligation du titulaire d'informer de tout changement de situation

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa situation, que celle-ci affecte son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, etc.) ou en cas de traitement judiciaire des difficultés des entreprises (procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à son encontre) avec copie du jugement au pouvoir adjudicateur, afin que celui-ci soit en mesure d'assurer la continuité de l'exécution du marché.

Article X. Pénalités - Primes

Article 10.01 **Pénalités**

Les pénalités prévues au marché, seront recouvrées dès le 1^{er} euro par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4, les montants de toutes les retenues ou pénalités visées ci-dessous sont fermes c'est à dire non soumises à variation pour toute la durée du marché, sont net de taxe et applicables sans mise en demeure préalable. Par ailleurs, ces pénalités sont applicables du fait de leur simple constatation et ne sont soumises à aucun plafonnement de montant.

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Désignation	Montant de la pénalité
Pénalités pour retard dans la production des documents obligatoires liés au marché (attestations d'assurance, demande de sous-traitance, etc.)	100 € / jour calendaire
Pénalités pour absence ou retard aux réunions (pour toute absence ou retard supérieur à ½H qui n'a pas été dûment justifié).	50 € / absence et/ou retard
Retard de délais de rendu d'un livrable ou Livrable non conforme ou incomplet	100 € / jour calendaire
Pénalités pour non-respect des obligations en matière de tri et gestion des déchets.	200 € / manquement
Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité	200 € / manquement
Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux ³ .	100 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution (DOE ou DIUO)	150 € / infraction constatée
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la levée des réserves.	150 € / jour calendaire
Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.	150 € / jour calendaire

Article 10.02 **Prime d'avance**

Sans objet.

³ La pénalité pour retard dans l'exécution des travaux sera appliquée de manière provisoire. Les modalités d'application de ces pénalités sont fixées à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Article XI. Utilisation des résultats – partie conception

Article 11.01 Définition

L'acception retenue des notions de résultats, de connaissances antérieures et de connaissances antérieures standards est celle précisée à l'article 32 du CCAG-PI.

Article 11.02 Régime des connaissances antérieures standards ou non

Il est renvoyé aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG-PI.

Article 11.03 Régime des résultats

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, conformément à l'article 35.1.1 du CCAG-PI.

Il est précisé que les droits cédés comprennent notamment, et conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI :

- Le droit de reproduction : le droit de reproduire ou faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier (brochures, plaquettes, affiches, affichettes, cartes de vœux, cartes postales, présentoirs, publiédactionnels dans la presse, guides touristiques dans lequel les réalisations du titulaire seraient directement impliquées, y compris supports de stands tels que lés, bâches...), optique, numérique, magnétique, électronique, notamment DVD, cédérom, vidéogramme par scannage, par téléchargement, par tous moyens de reprographie ;
- Le droit d'adaptation : le droit d'adapter, numériser, retoucher, détourer, assembler tout ou partie des résultats, dissocier les éléments, les intégrer dans d'autres œuvres, notamment journaux et publications, créations multimédia, bases de données électroniques ou non, le droit de traduire en toute langue les éléments de textes associés, ainsi que le droit de reproduire, représenter et distribuer les résultats ainsi modifiées, adaptées et dérivées, dans les conditions du présent article.
- Le droit de représentation : le droit de représenter, diffuser ou faire diffuser les résultats par tous moyens de communication connus ou inconnus à ce jour, notamment électronique, par télétransmission, par voie hertzienne, par tout réseau de télécommunications, réseau on-line, Internet, Intranet, minitel, WAP, télévision interactive, y compris la retransmission par satellite et par câble ;
- Le droit d'usage à titre personnel des résultats, notamment dans le cadre de l'illustration ou de la promotion de ses publications ou de ses activités et notamment sur son site Internet.

Conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI, la présente session est consentie à l'acheteur à titre non exclusif.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Aux fins de satisfaire au droit moral de l'auteur sur ses œuvres, l'acheteur s'engage à faire figurer, par tous moyens à sa convenance, la mention du nom de l'auteur des résultats.

L'acheteur est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés, en particulier aux communes qui la composent.

Article 11.01 Garanties des droits

Conformément aux dispositions de l'article 35.4.2 du CCAG-PI, et selon les modalités qu'elles définissent, le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Article XII. Réception

Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront. Dès lors, il sera procédé aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes, dans le délai prescrit au procès-verbal de réception.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution de ces travaux dans le délai prévu au procès-verbal de réception, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable.

En cas de retard dans les interventions dues au titre de la levée des réserves, le titulaire s'expose à la pénalité liée, définie à l'article « Pénalités – Primes » du présent CCP.

Article XIII. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles du Chapitre VII du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes.

(1) Faute d'un membre du groupement

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans les conditions l'article L.2195-4 du Code de la commande publique ou dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-Travaux traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

(2) Exécution des travaux aux frais et risques

En complément des dispositions fixées à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le marché peut être résilié aux torts du titulaire avec exécution des travaux à ses frais et risques si :

- Le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.
- Le titulaire refuse de produire la liste nominative des salariés étrangers employés par sa société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

Modalités de mise en œuvre :

Les excédents résultant de la passation d'un autre marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses ne peuvent bénéficier au titulaire, même partiellement.

Les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché de travaux de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des travaux restant à réaliser tels qu'arrêté dans le décompte de résiliation, les incidences financières à la charge du maître de l'ouvrage induites sur les marchés des autres intervenants participant à l'opération (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordonnateur SPS et SSI) telles qu'elles seront chiffrées dans les avenants au marché concerné ainsi que des frais administratifs divers.

Le cas échéant, un titre de recette sera émis si les surcoûts ne peuvent entièrement être prélevés sur les sommes restant à régler au titulaire.

Article XIV. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Article 14.01 Organe chargé des procédures de médiation

Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr

Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

☎ 06.60.48.98.89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Article 14.02 Introduction du recours (notamment)

- Référé précontractuel : L551-1 et suivants du code de justice administrative.
- Référé contractuel : L551-13 et suivants du code de justice administrative.

Article 14.03 Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex

☎ 02 40 99 46 00

Télécopie : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article XV. Dérogations au CCAG-TRAVAUX

- L'article 3 « Pièces du marché » du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux
- L'article 4.02 « délais » du présent CCP déroge à l'article 18 du CCAG Travaux

Cahier des clauses particulières : Sports libres - Tertre
Procédure n°25060PAT

- L'article 6.03 « Demande de paiement final » du présent CCP déroge aux articles 12.4.4 et 12.4.5 du CCAG Travaux
- L'article 8.01 « Période de préparation – Programme d'exécution » du présent CCP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux
- L'article 8.05(2) « Forme des notifications ou informations » du présent CCP déroge à l'article 4.2 du CCAG Travaux
- L'article 10.01 « Pénalités » du présent CCP déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG Travaux
- L'article 12 « Réception » du présent CCP déroge à l'article 41.6 du CCAG Travaux